



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/51/476
10 octobre 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquante et unième session
Point 84 de l'ordre du jour

OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR
LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT

Université de Jérusalem "Al Qods" pour les réfugiés de Palestine

Rapport du Secrétaire général

1. Le présent rapport est soumis à l'Assemblée générale en application de sa résolution 50/28 G du 6 décembre 1995, seizième résolution adoptée depuis le premier examen de la question à sa trente-cinquième session (résolution 35/13 B).
2. Le Secrétaire général a présenté 14 rapports (le dernier sous la cote A/50/531) sur les mesures qu'il a prises en application de ces résolutions, notamment ses efforts afin de préparer l'étude de faisabilité sur la création de l'université proposée à Jérusalem, étude que l'Assemblée générale avait demandée pour la première fois dans sa résolution 36/146 G. La position du Gouvernement israélien concernant la création de l'université est également exposée dans ces rapports.
3. Comme le Secrétaire général l'a indiqué auparavant (voir A/41/457, par. 4), il estime que pour répondre à la demande que lui a adressée l'Assemblée générale, il sera nécessaire de mener à son terme l'étude de faisabilité entreprise en application des résolutions antérieures de l'Assemblée. En conséquence, après l'adoption de la résolution 50/28 G, il s'est mis en rapport avec le recteur de l'Université des Nations Unies, qui a désigné, sur sa demande, pour aider à mener cette étude, un expert hautement qualifié, M. Mihaly Simai. Celui-ci devait se rendre dans la région et rencontrer les autorités israéliennes compétentes en gardant à l'esprit le fait qu'Israël exerce le contrôle effectif de la zone concernée.
4. Dans une note verbale datée du 6 septembre 1996 et adressée au Représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies, le Secrétaire général, se référant à la demande qui lui était faite par l'Assemblée générale, a prié le Gouvernement israélien de faciliter la visite de l'expert, laquelle pourrait avoir lieu à une date mutuellement acceptable. Rappelant la position

du Gouvernement israélien concernant l'université envisagée et les éclaircissements fournis par le Secrétariat en réponse aux questions posées par les autorités israéliennes (voir A/36/593, annexe), le Secrétaire général exprimait l'avis que ces questions pourraient être examinées de la façon la plus utile à l'occasion de la visite de l'expert de l'ONU.

5. Le 12 septembre 1996, le Représentant permanent par intérim d'Israël a adressé la réponse suivante au Secrétaire général :

"Israël a constamment voté contre la résolution intitulée 'Université de Jérusalem 'Al Qods' pour les réfugiés de Palestine', et sa position demeure inchangée. Il est évident que ceux qui ont pris l'initiative de cette résolution cherchent à se servir de l'enseignement supérieur pour politiser des questions qui n'ont absolument rien à voir avec les activités normales d'une université. Par conséquent, le Gouvernement israélien est d'avis que la visite de M. Mihaly Simai en Israël ne serait d'aucune utilité."

6. Étant donné la position prise par le Gouvernement israélien, il n'a pas été possible de mener à son terme comme prévu l'étude de faisabilité concernant la création de cette université à Jérusalem.
